



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/35/227  
29 mai 1980  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Trente-cinquième session  
Point 12 de la liste préliminaire<sup>\*</sup>

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Assistance au peuple palestinien

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. Introduction .....	1 - 4	3
II. Commission économique pour l'Asie occidentale .....	5 - 12	4
III. Programme des Nations Unies pour le développement ...	13 - 19	6
IV. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	20 - 28	8
V. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	29 - 32	11
VI. Fonds des Nations Unies pour l'enfance .....	33 - 34	12
VII. Programme alimentaire mondial .....	35 - 37	13
VIII. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel .....	38 - 51	14
IX. Programme des Nations Unies pour l'environnement ....	52	20
X. Organisation internationale du Travail .....	53 - 57	21
XI. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture .....	58 - 61	22

<sup>\*</sup> A/35/50.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
XII. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture .....	62 - 75	23
XIII. Organisation mondiale de la santé .....	76 - 85	25
XIV. Banque mondiale .....	86 - 87	27
XV. Fonds monétaire international .....	88	28
XVI. Organisation de l'aviation civile internationale ..	89	29
XVII. Union postale universelle .....	90 - 92	30
XVIII. Union internationale des télécommunications .....	93 - 95	31
XIX. Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime .....	96 - 98	32
XX. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle .....	99 - 105	33
XXI. Fonds international de développement agricole .....	106	34

## I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 2026 (LXI) du 4 août 1976, le Conseil économique et social a invité le Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à intensifier leurs efforts pour déterminer les besoins sociaux et économiques du peuple palestinien. Il a également prié ces institutions et organismes de procéder à des consultations et de coopérer avec l'Organisation de libération de la Palestine en vue d'établir et d'exécuter des projets concrets pour améliorer, sur le plan social et économique, la situation du peuple palestinien.
2. Dans sa résolution 2100 (LXIII) du 3 août 1977, le Conseil a réaffirmé sa résolution antérieure et prié le Secrétaire général de soumettre au Conseil des rapports annuels à ce sujet.
3. Dans sa résolution 34/133 du 14 décembre 1979, l'Assemblée générale a prié instamment les organes compétents du système des Nations Unies de prendre les mesures nécessaires en vue de l'application intégrale des résolutions 2026 (LXI) et 2100 (LXIII) du Conseil économique et social et a prié le Secrétaire général de faire rapport au Conseil ainsi qu'à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution.
4. Le présent rapport contient les renseignements reçus d'organisations sur les mesures qu'elles ont prises en vue d'appliquer les résolutions ci-dessus. Les renseignements reçus ultérieurement d'autres organisations seront publiés dans un additif au présent rapport.

/...

## II. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

5. Les activités entreprises par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAO) au cours de l'année 1979 pour donner suite à la résolution 2100 (LXIII) du Conseil économique et social concernant l'assistance au peuple palestinien ont porté notamment sur les projets décrits ci-après.

6. Une étude de la situation et des possibilités économiques et sociales du peuple palestinien a été commencée en avril 1979. Dans le cadre de cette étude, deux stratégies sont utilisées pour recueillir des renseignements :

- a) Recherches en bibliothèque en consultant l'abondante documentation provenant de sources officielles et non officielles;
- b) Nouvelles recherches au moyen d'enquêtes sur place basées sur la méthode des sondages.

Ces deux stratégies sont utilisées dans le cadre des activités en cours. Les recherches en bibliothèque ont été initialement axées sur la Palestine d'avant 1948 afin de disposer d'un cadre de référence permettant d'évaluer la situation actuelle et elles se poursuivent; les nouvelles recherches sur la Palestine de cette période ont été achevées. Un fichier technique destiné à servir aux enquêtes qu'il est prévu d'effectuer sur place a également été achevé, pour l'essentiel.

7. En outre, la CEAO a pris part, du 14 mars au 11 avril 1979, aux travaux de l'Equipe spéciale interorganisations pour l'assistance au peuple palestinien. Elle a contribué à rédiger le rapport final soumis à la Réunion interorganisations du Programme des Nations Unies pour le développement, à laquelle elle a également participé, concernant l'application de la résolution 33/147 de l'Assemblée générale.

8. Dans le domaine de l'intégration des femmes au processus de développement, la CEAO a adopté, à sa cinquième session en octobre 1978, le Plan d'action régionale pour l'intégration des femmes au processus de développement dans la région de la CEAO 1/. Ce plan comprend un chapitre sur les femmes palestiniennes, auxquelles est conférée une priorité absolue dans la région. Il se réfère aux résolutions 2026 (LXI) et 2100 (LXIII) du Conseil économique et social, qui visent à déterminer les besoins du peuple palestinien et les propositions et projets concrets pertinents, ainsi que diverses activités à mener à l'intérieur et en dehors des territoires occupés.

9. Grâce à l'assistance du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, un stage de formation pour les femmes responsables de la gestion, de l'enseignement et des tâches administratives au foyer d'As-Smoud s'est tenu à Beyrouth du 14 mai au 15 juin 1979, en coopération avec l'Union générale des femmes palestiniennes. L'Union a aussi participé aux journées d'études du Fonds

---

1/ Documents officiels du Conseil économique et social, 1979, Supplément No 14 (E/1979/49), chap. III, résolution 66 (V).

de contributions volontaires sur la planification nationale du développement pour l'intégration des femmes au processus de développement, organisées par la CEA0, en coopération avec l'Institut de planification économique et sociale, à Damas, du 10 au 23 décembre 1979. Un projet complémentaire en faveur des femmes palestiniennes, intitulé "Développement des compétences en matière de travail social intégré dans le cadre d'organisations non gouvernementales", doit être exécuté au cours de 1980.

10. Dans le contexte de la préparation de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1980), la CEA0 a tenu une réunion préparatoire à l'échelon régional à Damas, du 10 au 13 décembre 1979. Deux rapports établis par la CEA0 ont été adoptés au cours de cette réunion, intitulés respectivement : "Situation économique et sociale des femmes palestiniennes à l'intérieur et en dehors des territoires occupés" (A/CONF.94/21) et "Mesures spéciales d'assistance aux femmes palestiniennes" (A/CONF.94/4). Ces rapports figureront dans l'étude et l'évaluation mondiales en cours de préparation pour la Conférence mondiale. Les décisions de cette réunion régionale seront également examinées au cours de la septième session de la CEA0, qui se tiendra à Bagdad en avril 1980. En outre, et conformément au Plan d'action régional pour la participation des femmes au développement dans la région de la CEA0, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 34/160 du 17 décembre 1979, d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la Conférence mondiale une question intitulée : "Conséquences de l'occupation israélienne pour les femmes palestiniennes, à l'intérieur et en dehors des territoires occupés :

- a) Analyse des besoins des femmes palestiniennes sur les plans économique et social;
- b) Mesures spéciales d'assistance aux femmes palestiniennes à l'intérieur et en dehors des territoires occupés."

11. Dans le cadre de l'assistance au peuple palestinien et suite à la résolution 28 (III) de la CEA0 concernant le recensement de la population arabe palestinienne 2/, les travaux préliminaires à ce recensement se sont poursuivis en 1979. Un expert en la matière a été recruté, un comité consultatif et un comité technique ont été formés. Le comité consultatif a pris contact avec le Gouvernement jordanien pour qu'il lui communique les tableaux pertinents établis lors du recensement qui vient d'avoir lieu dans ce pays et se mettra prochainement en rapport avec les Gouvernements de la République arabe syrienne et du Koweït dans le même but. Le comité technique a achevé une liste des tableaux contenant les principaux éléments du recensement des Palestiniens.

12. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), en sa qualité de membre de plein droit de la CEA0, a continué à bénéficier des services consultatifs de la Commission et à participer à toutes ses activités.

---

2/ Ibid., soixante et unième session, Supplément No 12 (E/5785), chap. III.

### III. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

13. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a continué à porter assistance au peuple palestinien par le canal de projets régionaux en cours. L'un de ces projets fournit un appui à l'Institut pour l'éducation, dont les locaux se trouvent actuellement à Amman et qui a été créé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en 1964, afin d'assurer la formation en cours d'emploi des enseignants et du personnel pédagogique clef affecté au programme scolaire UNRWA/UNESCO. Les écoles qui relèvent de ce programme commun sont situées pour la plupart sur la rive occidentale, à Gaza, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne. Pendant la période 1977-1979, le programme commun UNESCO/UNRWA s'adressait à 320 000 élèves répartis entre 577 écoles, quatre écoles normales, sept centres de formation professionnelle et l'Institut déjà mentionné. En 1972, la contribution que le Gouvernement suisse versait pour soutenir l'activité de l'Institut a été remplacée par des contributions du PNUD dont le montant total a été de 2 millions de dollars pour la période 1977-1979, l'UNESCO étant l'agent d'exécution. Jusqu'à présent, la dotation d'assistance du PNUD à ce projet s'est élevée à 2,3 millions de dollars, qui étaient destinés à aider l'Institut à réaliser des recherches au sujet de son programme audio-visuel et à assurer la formation d'un personnel enseignant ou d'un personnel de l'enseignement, le plus souvent palestinien, exerçant dans les écoles de la région qui sont placées sous l'égide de l'UNESCO/UNRWA. Le PNUD et l'UNESCO examinent un projet complémentaire qui permettra de maintenir dans une certaine mesure l'appui du PNUD aux activités en cours et en même temps de fournir des services à un certain nombre de pays arabes qui utilisent les installations de l'Institut d'Amman et bénéficient des services de son personnel.

14. Un autre projet régional entrant dans cette catégorie concerne l'Académie arabe des transports maritimes dont les installations de formation sont ouvertes à des étudiants palestiniens et à d'autres personnes. Le PNUD a été prié d'étendre son appui à l'Académie dans les nouveaux locaux qu'elle occupe dans les Emirats arabes unis. Deux autres projets régionaux bénéficiant de l'aide du PNUD et qui permettent également d'assurer la formation d'étudiants palestiniens concernent l'Institut de statistique et l'Institut arabe de planification.

15. Outre les projets spécifiques énoncés ci-dessus, une équipe spéciale inter-institutions a été créée par l'Administrateur du PNUD, à la suite de l'adoption de la résolution 33/147 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1978, intitulée "Assistance au peuple palestinien". Cette équipe a pour mandat d'entreprendre une première identification des besoins sociaux et économiques du peuple palestinien et de mettre au point une liste de projets conceptuels permettant d'y répondre, conformément à la résolution 33/147, ainsi que d'établir un rapport comprenant une liste de ces projets conceptuels, qui serait examiné à la réunion interinstitutions". Elle était constituée, outre les représentants du PNUD, de hauts fonctionnaires de la CEAQ, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

/...

16. Le rapport de l'équipe spéciale interinstitutions a été examiné lors d'une réunion interinstitutions tenue les 30 avril et 1er mai 1979. Tous les représentants des institutions présents ont approuvé le rapport de l'équipe spéciale et se sont déclarés satisfaits de sa qualité et de son contenu. C'est sur la base de ce rapport qui lui a été présenté, que l'Administrateur a préparé son propre rapport (DP/410) à la vingt-sixième session du Conseil d'administration du PNUD. Dans ce rapport, l'Administrateur a résumé les travaux de l'équipe spéciale, noté les besoins économiques et sociaux du peuple palestinien et, conformément à la disposition de la résolution 33/147 de l'Assemblée générale demandant au Programme des Nations Unies pour le développement de fournir des fonds pour financer des projets concrets visant à satisfaire les besoins économiques et sociaux du peuple palestinien, a recommandé 18 propositions de projets au Conseil d'administration pour approbation. Ces propositions de projets ont été choisies par l'Administrateur à la suite des consultations demandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/147 et se sont élevées à un montant estimatif de 3,5 millions de dollars, y compris la réserve pour imprévus que l'Administrateur a proposé de financer par prélèvement sur la réserve du Programme du PNUD.

17. Par sa décision 79/18 3/, le Conseil d'administration a autorisé l'Administrateur à prélever sur la réserve du Programme pour financer les projets recommandés au titre de l'assistance au peuple palestinien un montant ne dépassant pas 3,5 millions de dollars; à entreprendre les consultations appropriées, conformément à la résolution 33/147 ainsi qu'aux procédures ordinaires du PNUD, afin d'entreprendre l'exécution des projets proposés; à accepter des fonds des gouvernements et des organisations intergouvernementales aux fins de l'exécution de projets d'assistance au peuple palestinien.

18. Cette décision et le rapport du Conseil d'administration (DP/410) ont été examinés par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1979 et par l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session. Dans sa résolution 34/133, l'Assemblée a, entre autres choses, noté avec satisfaction les mesures prises par l'Administrateur et le Conseil d'administration du PNUD en réponse à la résolution 33/147 de l'Assemblée générale et fait sienne la décision 79/18 du Conseil d'administration relative à l'application de la résolution 33/147.

19. Depuis l'adoption de la décision 79/18 du Conseil d'administration du PNUD, l'Administrateur a personnellement conduit les consultations demandées dans la résolution 33/147, en vue d'exécuter les projets identifiés. En outre, le PNUD a fourni des précisions concernant toutes les propositions de projets approuvées et les modalités de leur exécution.

---

3/ Ibid., 1979, Supplément No 10 (E/1979/40), chap. XXI, sect. D.

IV. OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR  
LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

20. Depuis mai 1950, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) fournit des services d'enseignement, de santé et de secours aux Palestiniens auxquels s'applique le statut de réfugié et à leurs descendants immatriculés aux fins de l'assistance, dont le nombre s'élevait à 1 821 933 au 31 décembre 1979 4/.

21. Bien qu'il n'y ait eu aucun recensement de la population palestinienne, les réfugiés immatriculés représentent probablement plus de la moitié de la population palestinienne résidant au Liban, en République arabe syrienne, en Jordanie et dans les territoires occupés de la rive occidentale et de la bande de Gaza, qui constituent la zone d'activité de l'Office. En conséquence, l'UNRWA est l'un des principaux fournisseurs de services éducatifs et médicaux, d'aliments et de services de protection sociale au peuple palestinien. Ces services ont évolué au fil des ans en fonction des besoins des réfugiés et de la capacité financière de l'Office d'y répondre. Fin 1979, plus de 1,6 milliard de dollars avaient été dépensés par l'UNRWA pour l'assistance aux réfugiés palestiniens. Les services d'enseignement bénéficiaient de la coopération de l'UNESCO, les services de santé de celle de l'OMS.

22. Les programmes ordinaires sont décrits en détail dans les rapports annuels du Commissaire général de l'UNRWA. On trouvera dans le rapport annuel pour la période allant du 1er juillet 1978 au 30 juin 1979 5/ un exposé du programme de 1979. En bref, plus de 311 000 enfants ont bénéficié d'un enseignement élémentaire et préparatoire (premier cycle de l'enseignement secondaire) dans 623 écoles de l'UNRWA; 8 667 élèves ont reçu une aide pour poursuivre leur éducation secondaire dans des écoles publiques ou privées; plus de 4 600 stagiaires ont suivi des cours de formation professionnelle ou pédagogique dans huit centres de l'UNRWA; 351 étudiants se sont vu octroyer des bourses universitaires; de modestes programmes pour les enfants d'âge préscolaire, les jeunes et les femmes et de formation des adultes à l'artisanat ont été exécutés; et le personnel médical et pédagogique a bénéficié d'une formation en cours d'emploi. Des services médicaux ont été mis à la disposition de 1,5 million de réfugiés et des aliments d'appoint ont été distribués aux groupes vulnérables - jeunes enfants, femmes enceintes et mères allaitantes. Dans les camps, l'Office a fourni des services d'assainissement et une aide pour la réfection des logements des familles se trouvant dans une situation particulièrement difficile. Des rations de base mensuelles de farine, de sucre et d'huile ont été distribuées à 830 000 réfugiés environ; et une assistance spéciale a été accordée aux familles se trouvant dans une situation particulièrement difficile. En 1979, le montant total du coût des services a été de 158,9 millions de dollars. Les programmes ont été menés à bien par quelque 16 600 employés - enseignants pour la plupart, qui étaient eux-mêmes, à quelques exceptions près,

4/ Les réfugiés palestiniens (selon la définition de l'UNRWA aux fins de ses activités) sont les personnes qui avaient leur résidence normale en Palestine depuis au moins deux ans lorsqu'a éclaté le conflit israélo-arabe en 1948 et qui, par suite de ce conflit, ont perdu à la fois leur foyer et leurs moyens d'existence. Pour avoir droit à l'assistance de l'UNRWA, les réfugiés et leurs descendants directs doivent être a) immatriculés auprès de l'UNRWA, b) vivre dans la zone d'activité de l'Office, et c) être dans le besoin.

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 13 (A/34/13 et Corr.1).

/...



des réfugiés palestiniens - placés sous la direction de 113 fonctionnaires internationaux 6/.

23. La capacité de l'UNRWA de répondre aux besoins des réfugiés est déterminée au premier chef par le niveau de ses ressources financières. S'il disposait des fonds nécessaires, nombreux sont les projets que l'Office serait très désireux d'exécuter. A titre d'exemple, l'expansion du programme de formation professionnelle qui permettrait d'inculquer à un plus grand nombre d'adolescents des connaissances techniques de plus en plus demandées au Moyen-Orient. Les écoles élémentaires et préparatoires ont un besoin urgent de bibliothèques scolaires convenablement équipées. A l'heure actuelle, les dépenses annuelles moyennes pour les livres par élève représentent 15 cents des Etats-Unis, alors que la norme mondiale minimum recommandée par l'UNESCO est d'un dollar. Les réfugiés handicapés par suite d'incapacité physique ou mentale ou de maladies chroniques ont légitimement le droit de demander une assistance supplémentaire, droit que l'UNRWA reconnaît mais ne peut satisfaire. Et ce ne sont là que quelques exemples parmi bien d'autres. Comme l'Office l'a souligné à maintes reprises au cours des ans, les recettes sont insuffisantes pour maintenir ne serait-ce que les services minimums aux niveaux établis. En 1979, l'Office s'est trouvé dans une situation financière particulièrement difficile. Bien que des crédits d'environ 26,3 millions de dollars n'aient pas été utilisés, l'Office a enregistré un déficit de quelque 12,6 millions de dollars, les recettes n'ayant atteint que 146,3 millions de dollars au total contre 158,9 millions de dollars pour les dépenses.

24. Dans ces limites toutefois, on a pu apporter un petit nombre d'améliorations de nature à renforcer l'efficacité des services destinés à répondre aux besoins des réfugiés ou à enrichir un programme existant.

25. En 1979, les dépenses au titre du programme d'enseignement, qui représentaient plus de la moitié du budget total, ont accusé une augmentation de 8,7 p. 100 par rapport à 1978, passant de 76,7 millions de dollars à 83,4 millions de dollars. Le principal poste de dépenses supplémentaires a été le programme d'enseignement scolaire, en expansion d'année en année en raison de l'accroissement de la population d'âge scolaire. En 1978-1979, les effectifs scolaires comptaient quelque 4 000 élèves de plus qu'en 1977-1978; on a nommé 241 maîtres supplémentaires. La plupart des établissements scolaires de l'UNRWA fonctionnent déjà selon le système des classes alternées pour pouvoir accueillir les nombreux élèves. Certains locaux ont besoin d'être remplacés d'urgence. Au cours de l'année, un montant de 2,2 millions de dollars a été alloué à la construction de 185 salles de classe et salles pour cours spécialisés, et un montant de 400 000 dollars a été affecté à l'amélioration des installations existantes.

26. Les dépenses afférentes aux services de santé se sont élevées à 25,9 millions de dollars, soit 16,3 p. 100 du montant total, ce qui représente une augmentation de 15,1 p. 100 par rapport à 1978. La qualité des services médicaux fournis dans les centres de santé est maintenue constamment à l'étude. On a ouvert des

---

6/ Parmi le personnel international, 20 fonctionnaires de l'UNESCO ont été mis gratuitement à la disposition de l'Office pour assurer l'orientation technique du programme d'enseignement et cinq fonctionnaires de l'OMS pour assurer celle du programme de santé.

dispensaires spécialisés pour le traitement de la tuberculose, du diabète, des troubles cardio-vasculaires, des maladies de la peau, des douleurs rhumatismales et des maladies oculaires; de petits laboratoires/cliniques rattachés aux services de santé ont été équipés pour effectuer des tests biochimiques auparavant réservés aux laboratoires centraux. On a accordé une attention particulière au niveau nutritionnel des nourrissons et des jeunes enfants et de leurs mères. Pour lutter contre la forte prévalence des maladies diarrhéiques chez les jeunes enfants, notamment pendant l'été, l'UNRWA participe, depuis mars 1979, à la mise au point, dans la bande de Gaza, d'un projet financé par l'OMS en vue du traitement précoce de ces maladies au moyen de la réhydratation par voie buccale. Des séminaires ont été organisés afin de dispenser une formation appropriée aux agents sanitaires de l'UNRWA qui s'occupent de ce projet. Pour améliorer les conditions d'hygiène dans les camps, l'Office a participé, dans des camps répartis sur l'ensemble de la zone d'activité, à des projets de construction de caniveaux et de fossés d'écoulement destinés à raccorder les réseaux d'assainissement aux réseaux dépendant des autorités locales, et à poursuivre la construction de branchements pour la distribution d'eau aux habitations privées ainsi que de latrines pour les familles qui n'en disposaient pas - ces projets étant tous menés à bien par les réfugiés eux-mêmes - et il y a alloué des crédits d'un montant de 50 000 dollars (outre les quelque 210 000 dollars alloués aux projets antérieurs dont l'exécution n'était pas complètement achevée). Les projets ont en outre bénéficié du concours des autorités municipales et gouvernementales et, au Liban, de celui de l'Organisation de libération de la Palestine.

27. La troisième catégorie de services, le programme de secours, a entraîné en 1979 des dépenses d'un montant de 34,6 millions de dollars contre 28,8 millions de dollars en 1978 et a représenté 20,1 p. 100 du budget total. Il s'agit essentiellement de la distribution des rations de base, avec une assistance très limitée en matière d'abri et de protection sociale. En 1979, le manque de fonds et l'insuffisance des contributions en farine ont obligé l'Office à diminuer ce dernier élément de la ration. En outre, des pénuries d'autres produits de base ont été enregistrées en raison des retards survenus dans la livraison des contributions en nature. L'Office a continué de fournir des rations supplémentaires aux personnes se trouvant dans une situation particulièrement précaire, en Jordanie, sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza. Au départ, ce système permettait à chaque rationnaire de recevoir en sus de la quantité de farine distribuée au titre de la ration ordinaire un complément portant sa ration mensuelle à 10 kilos. A la fin de 1979, quelque 28 000 personnes bénéficiaient de ces rations supplémentaires.

28. En 1979, les activités de l'Office au Liban ont été à nouveau considérablement perturbées par les troubles survenus dans la région, notamment à la suite d'opérations militaires menées par les Israéliens contre des objectifs situés dans le sud du pays. Il a fallu, notamment, déplacer à plusieurs reprises quelque 50 000 réfugiés et des abris leur étant destinés ainsi que certaines installations de l'Office ont été endommagées. Les dépenses supplémentaires occasionnées principalement par des opérations spéciales de secours alimentaires et les réparations se sont élevées au total à 1 300 000 dollars environ.

/...

V. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

29. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est préoccupé par la situation des réfugiés palestiniens et s'efforce de leur venir en aide, chaque fois que cela lui est possible, conformément à son mandat.

30. Le Haut Commissariat n'a pas fourni d'assistance aux réfugiés palestiniens qui se trouvent dans la zone d'opérations de l'UNRWA au Moyen-Orient, étant donné que, conformément à l'alinéa c) du paragraphe 7 de son Statut, il n'est pas compétent pour secourir les personnes qui bénéficient de la protection ou de l'assistance d'un autre organisme des Nations Unies.

31. Le Haut Commissariat aide néanmoins les réfugiés palestiniens qui ne sont plus dans la zone d'opérations de l'UNRWA au Moyen-Orient et qui remplissent les conditions requises pour jouir du statut de réfugié, conformément au Statut du HCR.

32. Il va sans dire, compte tenu de ce qui précède, que le HCR continuera à ne ménager aucun effort pour venir en aide aux réfugiés palestiniens.

## VI. FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

33. Outre l'assistance dont le Secrétaire général a fait état précédemment (E/1979/61), le FISE a, en 1979, prélevé un montant de 100 000 dollars sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence du Directeur général afin de venir en aide aux mères et aux enfants palestiniens déplacés, dans le cadre du programme de secours et de relèvement relatif au Liban financé par le FISE.

34. Une assistance de 100 000 dollars a été accordée par le FISE à divers programmes de santé et de puériculture exécutés par la Société du Croissant-Rouge palestinien et l'Union générale des femmes palestiniennes. Elle comportait notamment des fournitures et du matériel, des vaccins et des moyens de transport pour les centres de santé maternelle et infantile; des bourses pour la formation du personnel de ces centres; du matériel pour un hôpital pour enfants; du matériel, des documents de référence et des auxiliaires pédagogiques pour des écoles d'infirmiers et de sages-femmes; des fournitures et du matériel pour un programme d'assainissement et de santé publique et pour les services compétents du Croissant-Rouge palestinien; ainsi que des fournitures et du matériel pour les jardins d'enfants.

## VII. PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

35. Jusqu'à la fin de l'année 1978, le Programme alimentaire mondial (PAM) a fourni une aide d'urgence d'environ 3,5 millions de dollars aux réfugiés palestiniens se trouvant en Jordanie et en République arabe syrienne par l'intermédiaire des pays hôtes. Le PAM a également participé aux discussions de l'équipe spéciale interinstitutions créée en réponse à la résolution 33/147 de l'Assemblée générale afin d'aider le peuple palestinien et il a chargé son personnel affecté au Proche-Orient de s'efforcer de collaborer avec l'équipe spéciale et de mettre son expérience et ses connaissances à la disposition de cette dernière. Depuis lors, l'équipe spéciale a présenté au PNUD ses recommandations accompagnées d'une liste de propositions de projets en faveur du peuple palestinien. A sa vingt-sixième session, tenue en juin 1979, le Conseil d'administration du PNUD a approuvé 18 projets nationaux qui figuraient sur la liste et dont le coût atteindrait jusqu'à 3,5 millions de dollars 7/.

36. En 1979, le PAM n'a pas accordé d'assistance directe au peuple palestinien parce qu'il n'a pas reçu de demande dans le courant de l'année et que, conformément à ses statuts, il ne peut faire droit qu'à des demandes expressément formulées par des gouvernements. Il a toutefois pris acte pour référence de la résolution 34/133 de l'Assemblée générale.

37. Suite à une décision prise par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire à sa première session, l'Organisation de libération de la Palestine a été invitée à participer aux sessions du Comité en qualité d'observateur.

---

7/ Documents officiels du Conseil économique et social, 1979, Supplément No 10 (E/1979/40), chap. XXI, sect. D, décision 79/18.

VIII. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

38. Conformément aux résolutions 2026 (LXI) et 2100 (LXIII) du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a contacté le représentant de l'OLP auprès des organisations internationales à Vienne et a reçu, le 9 septembre 1977, par l'intermédiaire du Bureau dudit représentant, des demandes d'assistance technique en faveur du peuple palestinien. Ces demandes d'assistance technique, qui figurent dans la note du Directeur exécutif sur l'assistance technique au peuple palestinien (ID/B/C.3/66), ont été recommandées par le Comité permanent à sa dixième session et approuvées par le Conseil du développement industriel à sa douzième session.

39. En application de la résolution 33/147 de l'Assemblée générale, l'Administrateur du PNUD a rappelé qu'à la réunion de janvier 1979 du Conseil d'administration, il avait fait part de son intention de convoquer en février 1979, en coopération avec la CEAO, une réunion sur cette question. Une réunion interinstitutions a été convoquée à Genève du 15 au 16 février 1979 et une équipe spéciale interinstitutions composée de représentants du PNUD, de la CEAO, de l'ONUDI, de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO et de l'OMS a été constituée 8/.

40. Aux termes de son mandat, l'équipe spéciale interinstitutions devait entreprendre une première identification des besoins sociaux et économiques du peuple palestinien et mettre au point une liste de projets conceptuels permettant d'y répondre, conformément à la résolution 33/147 de l'Assemblée générale, et établir un rapport comprenant une liste de ces projets conceptuels, qui serait examinée à la réunion interinstitutions. La réunion interinstitutions a également jugé que l'équipe spéciale devrait coordonner ses efforts avec la CEAO et consulter l'Organisation de libération de la Palestine ainsi que les autorités des pays d'accueil arabes, coopérer avec eux et se rendre sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza.

41. La mission des membres de l'équipe spéciale s'est déroulée du 3 mars au 11 avril 1979.

42. Le représentant de l'ONUDI a signalé que l'équipe spéciale avait procédé à des consultations exhaustives et avait toujours travaillé en étroite coordination avec la CEAO. Elle a également eu des entretiens avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et des représentants d'un certain nombre d'institutions et organisations palestiniennes. Elle a tenu des consultations utiles avec les autorités de trois pays d'accueil arabes : la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne.

43. Dans son rapport, l'équipe spéciale a regretté de n'avoir pu se rendre sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza. Elle a exprimé l'espoir que, lorsqu'ils donneraient suite à ses recommandations, les représentants de l'Administrateur du PNUD et du système des Nations Unies pourraient se rendre dans ces territoires.

---

8/ Ibid., chap. V, par. 111.

44. Le rapport de l'équipe spéciale interinstitutions a été présenté à la réunion interinstitutions qui s'est tenue à Genève du 30 avril au 1er mai 1979. Tous les représentants des organisations présents à cette réunion ont approuvé le rapport de l'équipe spéciale. Sur la base du rapport final de la réunion interinstitutions, l'Administrateur du PNUD a élaboré un rapport (DP/410) à l'intention du Conseil d'administration à sa vingt-sixième session.

45. Parmi les projets proposés et dont l'Administrateur a recommandé le financement, un seul intéresse le secteur industriel, à savoir le projet intitulé "Formation au développement industriel", dont le coût s'élève à 175 000 dollars des Etats-Unis. Aucun financement n'est prévu, au titre de la réserve du programme du PNUD, pour les autres projets conceptuels relatifs au développement industriel que l'équipe spéciale interinstitutions a énumérés dans son rapport et qui ont été approuvés par la réunion interinstitutions, à savoir :

a) Enquête sur les activités manufacturières sur la rive occidentale du Jourdain et dans la bande de Gaza (180 000 dollars des Etats-Unis). (Ce projet a été recommandé par le Comité permanent à sa dixième session et approuvé par le Conseil du développement industriel à sa douzième session.)

b) Etude de faisabilité relative à la construction d'une cimenterie sur la rive occidentale (18 000 dollars des Etats-Unis).

c) Etude de faisabilité relative à la construction d'une conserverie d'agrumes (18 000 dollars des Etats-Unis).

d) Aide à l'industrie des plastiques (18 000 dollars des Etats-Unis).

e) Aide à l'industrie pharmaceutique (18 000 dollars des Etats-Unis).

f) Aide aux petites industries et aux ateliers (72 000 dollars des Etats-Unis).

46. De brèves explications sur chacun des projets élaborés par l'équipe spéciale interinstitutions figurent au paragraphe 51 du présent rapport.

47. Cependant, ainsi qu'il est indiqué dans le rapport de l'Administrateur du PNUD (DP/410, par. 16), l'Administrateur a exprimé également l'espoir que les institutions spécialisées et les organisations du système des Nations Unies qui étaient en mesure de le faire envisageraient de financer au titre de leurs propres programmes ordinaires ou de tout fonds d'affectation spéciale, d'autres projets ou éléments de projet susceptibles de contribuer à améliorer la situation économique et sociale du peuple palestinien.

48. Le projet approuvé par le Conseil d'administration du PNUD et intitulé "Formation au développement industriel" découle de la proposition du représentant de l'OLP auprès des organisations internationales à Vienne, laquelle a été recommandée par le Comité permanent à sa dixième session et approuvée par le Conseil du développement industriel à sa douzième session. Ce projet prévoit :

/...

- a) L'octroi de six bourses de perfectionnement de six mois chacune dans les divers domaines du développement industriel;
- b) La participation de 20 personnes à des cours de formation dans l'entreprise et à des réunions techniques.

49. L'ONUDI a déjà demandé au siège du PNUD d'obtenir, sur le plan financier, l'autorisation de mettre ce projet à exécution. Le descriptif du projet a été élaboré par la Section de la formation en étroite collaboration avec le représentant de l'OLP auprès des organisations internationales à Vienne.

50. L'ONUDI a également offert des bourses de perfectionnement dans différents domaines du développement industriel et des programmes de formation en groupe dans l'entreprise au Bureau du représentant de l'OLP auprès des organisations internationales à Vienne. La candidature d'une personne a été présentée et retenue pour le Programme de formation en groupe dans l'entreprise dans le domaine de la réparation et de l'entretien de l'équipement électronique biomédical, organisé en Hongrie du 7 janvier au 14 mars 1980. La présentation de candidatures est attendue pour d'autres programmes de formation en groupe dans l'entreprise.

51. Les projets ci-après, qui intéressent le secteur industriel, ont été préparés par l'équipe spéciale interinstitutions :

#### Projet 25

#### Enquête sur les activités manufacturières sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza

Enquête sur la situation de l'industrie manufacturière depuis 1967 sur la rive occidentale et à Gaza, y compris la collecte d'informations de base, sur l'évolution de cette industrie depuis 1967, l'analyse des événements récents, les politiques et mesures de politique générale touchant l'industrie manufacturière, les possibilités de développement de cette industrie, l'identification et l'évaluation des projets relatifs à l'industrie manufacturière, des conclusions et des recommandations.

<u>Domaine</u>	<u>Mois/homme</u>
1 Economiste spécialiste de l'industrie (niveau macroéconomique)	6
1 Ingénieur industriel (productivité)	6
1 Expert de l'évaluation des projets (niveau microéconomique)	6
1 Expert des petites industries et de l'artisanat	6
Politiques industrielles	<u>6</u>
Mois/homme :	30
Total :	180 000 dollars

/...



Projet 26

Formation au développement industriel

- a) Six bourses de perfectionnement de six mois chacune dans les divers domaines du développement industriel;
- b) Participation à des stages de formation en cours d'emploi et à des réunions techniques.

On estime que 20 personnes participent au programme de formation en cours d'emploi.

Montant estimatif du coût des  
six bourses de perfectionnement : 36 mois/homme  
et de la participation de 20 personnes  
à des cours de formation dans l'entre-  
prise calculé sur la base d'une durée  
moyenne de trois mois par cours de  
formation :

Total : 178 000 dollars

Projet 27

Etude de faisabilité relative à la construction d'une cimenterie sur la rive occidentale

Dont le coût total est évalué à 45 millions de dollars

Un expert - 3 mois/homme

Total : 18 000 dollars

Projet 28

Etude de faisabilité relative à la construction d'une conserverie d'agrumes

Les agrumes étant la principale ressource de Gaza, il serait très utile d'y construire une conserverie. En 1976, 280 000 tonnes d'agrumes ont été produites sur une superficie de 8 000 hectares; 250 000 tonnes ont été exportées, les 30 000 tonnes restantes étant consommées sur place. La construction d'une conserverie faciliterait la conservation des agrumes dans de bonnes conditions et, par conséquent, leur commercialisation.

Un expert - 3 mois/homme

Total : 18 000 dollars

/...

Projet 29

Aide à l'industrie des plastiques

Des conseils techniques concernant la production seraient utiles à l'industrie des plastiques sur la rive occidentale.

Un ingénieur spécialisé dans les  
plastiques - 3 mois/homme

Total : 18 000 dollars

Projet 30

Aide à l'industrie pharmaceutique

Il existe diverses usines de produits pharmaceutiques sur la rive occidentale. Il serait utile de leur fournir des conseils techniques concernant la production et la commercialisation.

Un expert de la production : 2 mois/homme

Un expert de la commercialisation : 1 mois/homme

Total : 18 000 dollars

Projet 32

Aide aux petites industries et aux ateliers

Les communautés palestiniennes au Liban et en République arabe syrienne exploitent 33 ateliers de fabrication de vêtements, de meubles en bois et en métal, d'objets en cuir et de chaussures, de jouets et d'ouvrages de broderie traditionnelle (projet 6).

Il faut leur fournir une aide en matière de gestion et de production, notamment dans les domaines du contrôle de la qualité et de la commercialisation. Il faudrait s'efforcer en particulier de préserver les traditions de l'artisanat palestinien. Les projets pourraient ensuite être élargis au niveau de la région (Liban, République arabe syrienne, Jordanie, rive occidentale du Jourdain et Gaza).

Projet 32 (suite)

Les services d'experts suivants sont nécessaires :

Un expert des petites industries  
et de l'artisanat : 6 mois/homme

Un expert de la promotion des  
exportations : 6 mois/homme

Total : 72 000 dollars

/...

IX. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

52. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) n'est pas une organisation opérationnelle et n'a que de très modestes activités d'assistance technique, qui consistent essentiellement en missions consultatives de courte durée. Cependant, des discussions sont en cours entre le Bureau du PNUE à Beyrouth pour la région de la Commission économique pour l'Asie occidentale et l'Organisation de libération de la Palestine au sujet de l'assistance que le PNUE pourrait éventuellement apporter au peuple palestinien en 1980.

/...

## X. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

53. Au cours de l'année 1979, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a octroyé deux bourses à deux candidats, désignés en consultation avec l'OIP, pour participer à un cours de gestion des institutions de formation professionnelle et à un cours sur la méthodologie de la formation au Centre international de perfectionnement professionnel et technique de l'OIT à Turin. Les deux bourses ont été financées au moyen des fonds de coopération technique inscrits au budget ordinaire de l'OIT.

54. L'OIT a participé à la réunion interorganisations qui eut lieu à Genève le 15 février 1979, sur la convocation de l'Administrateur du PNUD, et qui avait pour but de mettre au point les modalités permettant de déterminer les besoins économiques et sociaux particuliers du peuple palestinien. Un groupe d'étude, constitué à la suite de cette réunion interorganisations, a eu des consultations, entre le 2 mars et le 10 avril 1979, avec les autorités gouvernementales de la Jordanie, du Liban, de la République arabe syrienne et les représentants de l'OIP. Un rapport a été élaboré comportant, entre autres, cinq propositions de projet relevant de la compétence de l'OIT et traitant des questions suivantes : le développement coopératif, la sécurité sociale, l'assistance aux organisations de travailleurs et la formation professionnelle pour l'industrie. La suite à donner à ces projets dépend de l'approbation et du financement du PNUD.

55. Dans le programme biennal de l'OIT, couvrant la période 1980-81, il est prévu d'accorder des bourses à des candidats désignés en consultation avec l'OIP.

56. Faisant suite à une première visite qu'elle avait faite en avril 1978, une mission, désignée par le Directeur général du BIT et conduite par un Sous-Directeur général accompagné par deux fonctionnaires du Bureau, s'est rendue en Israël et dans les territoires arabes occupés en Palestine, au Golan et au Sinaï, du 25 février au 10 mars 1979. La mission a séjourné en Israël et dans les territoires arabes occupés, a eu une série d'entretiens et s'est déplacée pour étudier la situation des travailleurs arabes des territoires occupés, employés dans les territoires mêmes ou en Israël. Elle a eu des entretiens prolongés notamment avec des représentants des municipalités, des dirigeants syndicaux, d'autres personnalités et des travailleurs des territoires occupés ainsi qu'avec d'autres représentants des autorités civiles et militaires et des organisations israéliennes d'employeurs et de travailleurs.

57. Comme lors de la précédente visite, l'attention de la mission s'est portée sur les divers aspects de l'égalité des chances et de traitement des travailleurs arabes des territoires occupés en matière d'emploi, de conditions de travail et de prestations sociales, ainsi que d'activités syndicales. Elle a formulé un certain nombre de recommandations sur ces questions, dont les suites seront examinées en 1980. Le rapport de la mission a été publié en annexe au rapport du Directeur général à la Conférence internationale du Travail, à sa soixante-cinquième session, 1979.

/...

XI. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

58. Conformément à la résolution 2100 (LXIII) du Conseil économique et social et d'autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a continué d'assister le peuple palestinien par l'intermédiaire de l'Organisation de libération de la Palestine et, plus particulièrement, le Fonds national palestinien. Cette assistance a permis notamment la réalisation des projets indiqués ci-après.

59. Conformément à la résolution 33/147 de l'Assemblée générale, la FAO a participé, pendant le premier semestre de l'année 1979, à deux réunions inter-organisations tenues sous les auspices du PNUD à Genève les 15 et 16 février puis les 30 avril et 1er mai. La FAO a également chargé un consultant principal de participer en son nom aux travaux du Groupe spécial interorganisations, réuni par le PNUD du 2 mars au 10 avril 1979, pour étudier les besoins économiques et sociaux du peuple palestinien. Cette mission a permis de définir et de formuler à titre préliminaire un certain nombre de projets d'assistance technique, dont certains relèvent du domaine de compétence de la FAO. A la suite de l'approbation du rapport de la mission par le Conseil d'administration du PNUD, à sa vingt-sixième session en juin 1979, on pense que la FAO se verra confier au moins quatre projets, d'un montant total de 456 000 dollars, dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture.

60. Sur les deux projets de coopération technique approuvés à la fin de l'année 1978, le premier, concernant l'inventaire et la mise en tableau de données agricoles, d'un montant de 10 000 dollars, est terminé; le deuxième, un projet de 61 000 dollars prévoyant l'octroi de cinq bourses d'études d'un an pour une formation spécialisée dans le domaine du développement agricole, est en cours d'exécution. En outre, un troisième projet d'assistance dans le domaine de la planification agricole a été approuvé à la fin de l'année 1979.

61. Enfin, l'Organisation de libération de la Palestine, en sa qualité de représentant du peuple palestinien, a été invitée à assister à la vingtième session de la Conférence de la FAO, en novembre 1979, ainsi qu'à un séminaire sur l'agriculture pluviale (mai 1979), à la sixième session de la Commission régionale sur l'utilisation des terres et des eaux au Proche-Orient (mai 1979), à un cours de formation sur la vulgarisation en matière d'économie domestique et l'éducation familiale (juillet 1979), à la huitième session de la Commission de statistique agricole pour le Proche-Orient (septembre 1979) et à la dixième session de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin au Proche-Orient (décembre 1979).

XII. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,  
LA SCIENCE ET LA CULTURE

62. L'assistance au peuple palestinien fournie par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et décrite dans le rapport précédent du Secrétaire général (E/1979/61/Add.1) se poursuit et se développe. Il y a lieu de la compléter avec les informations suivantes.

63. Suite à la première réunion interorganisations, tenue à Genève les 15 et 16 février 1979, sous les auspices du PNUD, l'UNESCO a participé à la seconde réunion interorganisations qui s'est déroulée du 30 avril au 1er mai 1979.

64. Par sa décision 79/18 9/, le Conseil d'administration du PNUD a autorisé l'Administrateur du PNUD à financer des projets, recommandés par lui, jusqu'à concurrence de 3,5 millions de dollars. Par le biais de contacts permanents avec le PNUD, l'UNESCO a exprimé son souhait d'être associée étroitement à cette coopération du système des Nations Unies, notamment en examinant les projets opérationnels relevant de sa compétence.

65. Il est à noter que ces consultations avec le PNUD et les autorités concernées sont toujours en cours. A ce jour, aucun projet n'est rentré dans sa phase opérationnelle.

66. Suite à une résolution adoptée par la Conférence des ministres arabes de l'éducation, tenue à Abou-Dhabi du 7 au 14 novembre 1977, relative à l'établissement d'un accord UNESCO/Fonds en dépôts pour financer des bourses en faveur d'étudiants palestiniens, le Directeur général a informé les Etats membres que le secrétariat était prêt à fournir l'assistance nécessaire à l'exécution de ce projet. A cet effet, le secrétariat de l'UNESCO a consulté les responsables de l'Université de Beirut et Al Najah (deux institutions palestiniennes) et a examiné avec eux les perspectives de coopération dans ce domaine.

Institutions éducatives et culturelles dans les  
territoires arabes occupés

67. A sa cent-huitième session, tenue du 19 septembre au 19 octobre 1979, le Conseil exécutif de l'UNESCO a examiné l'application des résolutions 18 C/13.1, 19 C/15.1 et 20 C/14.1 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés.

68. Il a pris ainsi connaissance de la mission de l'UNESCO dans les territoires arabes occupés, en vue de surveiller le fonctionnement des institutions éducatives et culturelles dans ces territoires arabes. Il a par ailleurs constaté qu'une mission de l'UNESCO s'était vu interdire d'effectuer ses travaux dans Jérusalem.

69. Par sa décision 108 EX/5.1.3, le Conseil exécutif a invité le Directeur général à poursuivre ses efforts en vue de mettre en oeuvre les résolutions et décisions concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés et de faire assurer par l'UNESCO la surveillance complète des institutions éducatives et culturelles dans tous les territoires arabes occupés, y compris Jérusalem.

70. Il a décidé d'inscrire ce point au projet d'ordre du jour de la vingt et unième session de la Conférence générale en vue de prendre à cet égard les mesures qui s'imposent.

#### Université ouverte palestinienne

71. L'UNESCO poursuit l'étude de faisabilité du projet "Université ouverte palestinienne" entreprise en coopération avec le Fonds arabe de développement économique et social et l'OLP. Les responsables de l'OLP ont manifesté un vif intérêt à la poursuite de ce projet. Des négociations sont en cours à cet effet.

72. Un colloque sur les programmes de l'université ouverte, auquel ont participé plusieurs éducateurs et spécialistes de différents Etats arabes, a eu lieu au Liban du 28 au 30 janvier 1980.

#### Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

73. Conformément à la résolution 32/40 B de l'Assemblée générale, la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien a été célébrée à l'UNESCO le 29 novembre 1979. Une cérémonie a été organisée par le groupe des représentants des Etats arabes auprès de l'UNESCO à laquelle ont participé des représentants d'autres groupes régionaux ainsi qu'un représentant du Directeur général. Cette cérémonie a été suivie par l'inauguration à la Maison de l'UNESCO d'une exposition de dessins d'enfants, organisée par l'OLP.

#### Assistance fournie par l'UNESCO à l'Organisation de libération de la Palestine au titre de son budget ordinaire

74. L'assistance fournie par l'UNESCO à ce titre au cours de l'actuel exercice biennal (1979-1980) se décompose de la façon suivante :

a) Une participation financière d'un montant de 52 100 dollars a été approuvée afin de permettre à 11 étudiants palestiniens de poursuivre leurs études universitaires. Ces demandes avaient été présentées au titre du programme de participation 1979-1980;

b) Au titre du programme ordinaire, l'assistance suivante a été accordée :

	<u>Dollars</u>
Bourse de neuf mois dans le domaine du journalisme .....	3 350
Bourse de neuf mois dans le domaine de l'urbanisme .....	3 350
Bourse de neuf mois en anthropologie .....	3 350
Bourse de six mois en sciences politiques .....	2 250
Equipement .....	1 700
Assistance à l'université ouverte palestinienne .....	<u>15 000</u>
	<u>29 000</u>

#### Institut pour l'éducation (RAB/74/006)

75. L'UNESCO est l'agence d'exécution de ce projet financé par le PNUD depuis 1972. L'UNRWA y participe en vertu d'un contrat de sous-traitance. Le projet est dans sa troisième phase d'exécution qui a été prolongée jusqu'à juin 1980.

/...



### XIII. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

76. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) continue de fournir une assistance à la population palestinienne par un certain nombre de moyens différents.

77. Du personnel compétent dans les domaines des maladies cardio-vasculaires et de la santé mentale s'est rendu dans les territoires concernés au cours de l'année 1979 pour étudier la possibilité d'exécuter des projets dans ces domaines particuliers. Un certain nombre de mesures ont déjà été prises, à la suite des recommandations formulées à l'issue de ces visites.

78. Dans le domaine des maladies cardio-vasculaires, l'OMS a financé l'achat d'équipement de contrôle électronique pour une unité de soins cardiaques de quatre lits. L'Organisation envisage également la possibilité de contribuer à l'élargissement du projet sur la prévention et le traitement du rhumatisme articulaire aigu et des cardiopathies rhumatismales, ainsi qu'à la mise au point d'un programme global de lutte contre les maladies cardio-vasculaires dont l'hypertension, les maladies cardiaques ischémiques, les malformations congénitales et, le cas échéant, d'autres maladies non transmissibles (diabète, rhumatisme chronique déformant).

79. Une étude sur la nature et l'étendue des problèmes de santé mentale et des services de santé mentale existants a déjà été effectuée. A la suite de cette étude, l'OMS a indiqué qu'elle était prête à fournir une assistance sous forme de bourses de formation, de matériel et d'équipement, ainsi que de services consultatifs pour évaluer les progrès effectués. Les autorités concernées ont été consultées afin que des mesures puissent être prises pour appliquer ces recommandations.

80. Un administrateur de la santé publique/épidémiologiste s'est rendu sur place en vue d'élargir le programme d'immunisation qui avait été précédemment exécuté et d'étudier les besoins concernant les soins généraux de santé maternelle et infantile.

81. Des fonds supplémentaires ont été fournis pour la poursuite du programme d'immunisation contre la poliomyélite, qui avait été organisé en 1978 et une subvention a été versée pour l'achat des vaccins et de l'équipement nécessaires pour effectuer le test de Mantoux et la vaccination par le BCG. L'OMS a également contribué au cours de l'année dernière à l'exécution d'un projet de vaccination contre la rougeole en procurant des fonds pour une campagne d'information et en fournissant 140 000 doses de vaccin contre la rougeole.

82. L'Organisation a continué de collaborer étroitement avec l'UNRWA et de soutenir cet organisme dans ses différents programmes sanitaires. En particulier, une visite a été effectuée, dans le cadre du programme de lutte contre les maladies diarrhéiques, pour mettre au point un projet visant à appliquer la thérapie de réhydratation par voie buccale dans les centres de santé maternelle et infantile et dispensaires. A cet égard, on a organisé des séminaires destinés au personnel

/...

local de l'UNRWA, établi des directives détaillées et rédigé un protocole pour l'évaluation du projet. L'Organisation prévoit également d'organiser d'autres séminaires, à l'intention du personnel médical et infirmier, sur les maladies diarrhéiques, la réhydratation et l'allaitement au sein. L'OMS fournirait des consultants à court terme et le matériel éducatif nécessaires. L'OMS participe également à l'exécution de ce projet en fournissant des sels de réhydratation administrés par voie buccale.

83. Dans le domaine de la formation, l'OMS poursuit son programme de bourses de perfectionnement de façon à offrir une formation spécialisée à du personnel paramédical palestinien.

84. L'OMS a maintenu une étroite collaboration avec l'OLP et une assistance a été fournie à la Société du Croissant-Rouge palestinien pour l'aider à verser des compléments de traitement aux médecins et aux techniciens.

85. Outre ces activités individuelles, l'OMS a également participé au Groupe spécial interorganisations, créé conformément à la résolution 33/147 de l'Assemblée générale, qui est chargé de préciser les modalités de définition des besoins économiques et sociaux spécifiques du peuple palestinien. L'Organisation est prête à appuyer certaines des propositions de projets contenues dans le rapport d'étude préparé par le Groupe spécial.

## XIV. BANQUE MONDIALE

86. Les Statuts de la Banque mondiale stipulent que les prêts doivent être consentis à des gouvernements membres, ou garantis par eux. Les prêts de la Banque mondiale étant de plus en plus souvent destinés à satisfaire les besoins des groupes de populations les plus défavorisés à l'intérieur de chaque pays membre, il est évident que la Banque est soucieuse d'améliorer le bien-être économique des Palestiniens résidant dans des pays membres. A cet égard, il convient cependant de souligner que, les projets du Groupe de la Banque mondiale entraînant des engagements financiers considérables de la part du gouvernement emprunteur, il est clair que les décisions concernant les projets destinés à des groupes de population particuliers, par opposition à d'autres projets financés par le Groupe, doivent être prises en premier lieu par les gouvernements concernés.

87. Les Palestiniens ont bénéficié de certains des projets que la Banque mondiale a été priée de financer dans les pays membres où résident des Palestiniens, bien qu'il soit difficile de préciser dans quelle mesure. Dans certains de ces pays, des projets déjà financés par le Groupe ainsi que des projets en préparation visent à améliorer les conditions de vie dans les zones urbaines, y compris certaines zones où sont concentrés les Palestiniens. Comme il a déjà été indiqué, le Groupe de la Banque mondiale est prêt à aider, en consultation avec les gouvernements membres concernés et sur leur demande, à la formulation et au financement de projets de développement qui répondent aux critères courants du Groupe et dont bénéficieraient particulièrement les Palestiniens vivant dans leurs pays.

/...

XV. FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

88. La résolution 2100 (LXIII) du Conseil économique et social a été portée à l'attention du Conseil d'administration du Fonds monétaire international.

/...

XVI. ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

89. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) est prête à coopérer, dans le cadre de son mandat, avec la CEAO et le PNUD en vue de l'application des résolutions 2026 (LXI) et 2100 (LXIII) du Conseil économique et social. En application d'une décision prise par l'Assemblée de l'OACI, l'Organisation de libération de la Palestine a le droit de participer en tant qu'observateur aux sessions et aux travaux de l'Assemblée de l'OACI et des autres conférences internationales convoquées sous les auspices de l'OACI, et aux réunions régionales chargées d'examiner des questions intéressant ces territoires. Conformément à cette décision, l'OLP a été invitée à participer à la vingt-troisième session de l'Assemblée de l'OACI, qui se tiendra en septembre et octobre 1980.

/...

XVII. UNION POSTALE UNIVERSELLE

90. Lors de sa session de février 1979, le Conseil exécutif de l'Union postale universelle (UPU) a décidé d'accorder deux bourses, à financer par le Fonds spécial UPU, exercice 1979, au titre de l'assistance au peuple palestinien. En application de cette décision, le Bureau international de l'UPU a pris les mesures utiles pour inscrire les deux bénéficiaires de ces bourses auprès de l'Institut supérieur postal arabe (ISPA) à Damas à partir de la première année académique 1979/80. Comme la durée de la formation à l'ISPA s'étale sur quatre années, le Bureau international de l'UPU prendra en temps opportun les dispositions pour assurer le financement de ces deux bourses jusqu'à la fin des quatre années de la période de scolarité.

91. L'Union reste disposée à mettre en oeuvre le projet mentionné dans le document E/1979/61 concernant la formation de cinq Palestiniens pendant quatre ans, une fois qu'une source de financement aura été trouvée pour ce projet. Ledit projet envisage la formation postale de Palestiniens afin de les préparer à assumer les fonctions propres aux cadres de l'administration postale.

92. L'Union a pris part aux réunions interorganisations organisées par le PNUD au sujet de l'application de la résolution 33/147 de l'Assemblée générale, en vue d'identifier les besoins socio-économiques du peuple palestinien.

/...

XVIII. UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

93. L'Union internationale des télécommunications (UIT) a continué ses efforts en vue d'aider le peuple palestinien dans le domaine des télécommunications. Elle a poursuivi les activités dont elle a fait état les années précédentes et maintenu les contacts par l'intermédiaire du représentant de l'OLP à Genève et, sur place, par l'intermédiaire des organismes régionaux.

94. En 1979, l'UIT a convoqué une conférence administrative mondiale des radio-communications en vue d'une révision générale des règlements en matière de radio-communications. L'Organisation de libération de la Palestine a été invitée à participer à cette conférence en tant qu'observateur et les intérêts du peuple palestinien ont été également garantis par la présence d'organisations régionales de télécommunications, telles que l'Union arabe des télécommunications, dont l'OLP est membre à part entière.

95. Dans le cadre du projet intitulé "Réseaux de télécommunications de la Méditerranée et du Moyen-Orient", l'UIT prépare deux séminaires qui auront lieu en 1980 : l'un sera consacré à la technique de la circulation et se tiendra en Turquie du 5 au 17 mai, l'autre, consacré à la tarification, se tiendra en novembre. Nous nous proposons d'inviter à ces séminaires des ingénieurs palestiniens travaillant dans d'autres administrations de la région. L'invitation sera communiquée par l'intermédiaire du représentant de l'OLP à Genève et des bourses seront offertes pour couvrir les frais de participation des Palestiniens.

/...

XIX. ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA  
NAVIGATION MARITIME

96. Au cours de l'année, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) a engagé des consultations avec l'UNRWA pour examiner la possibilité de s'adresser ensemble aux organes appropriés en vue d'accorder une assistance à la formation des réfugiés palestiniens. Une réunion a été organisée entre de hauts fonctionnaires des deux organismes, et ceux-ci présenteront vraisemblablement des propositions qui pourraient être ensuite examinées à la fois par l'OMCI et l'UNRWA.

97. A sa quarante et unième session, en octobre 1978, le Conseil de l'OMCI a décidé que les mouvements de libération reconnus, entre autres, par la Ligue des Etats arabes, seraient invités en tant qu'observateurs aux réunions et conférences de l'OMCI et a prié le Secrétaire général de faire rapport sur cette décision à l'Assemblée à sa onzième session ordinaire en novembre 1979. L'Assemblée a été invitée à amender les dispositions pertinentes de son règlement intérieur en vue de l'application de cette décision. Conformément à cette disposition, l'Organisation de libération de la Palestine, sur l'invitation du Secrétaire général, a été représentée par des observateurs à la onzième session de l'Assemblée de l'OMCI, du 5 au 16 novembre 1979. L'Assemblée a adopté les amendements nécessaires à son règlement intérieur à sa 4ème séance, le 6 novembre 1979, mettant ainsi en application la décision du Conseil concernant les sessions de l'Assemblée. De même, le Comité de la sécurité maritime et le Comité de la protection du milieu marin ont également amendé leur règlement intérieur en vue de l'application de la décision du Conseil.

98. On espère que, grâce à ces mesures, qui permettent aux représentants de l'OLP et de l'OMCI de se rencontrer régulièrement et officiellement, on aura l'occasion de mettre au point de nouvelles méthodes pour fournir une assistance au peuple palestinien dans le domaine maritime. Dans son domaine de compétence, l'Organisation fera tout ce qui est en son pouvoir pour apporter une contribution appropriée, conformément à la résolution 34/133 de l'Assemblée générale. Soyez assuré, à cet égard, que les organes directeurs de l'OMCI seront tenus informés des décisions pertinentes adoptées par l'Organisation des Nations Unies.

/...



XX. ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

99. Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a appelé l'attention des organes directeurs de l'Organisation, à leurs sessions de septembre-octobre 1979, sur les résolutions 33/28 C, 33/112 C et 33/147 de l'Assemblée générale concernant l'assistance au peuple palestinien.

100. Le Directeur général de l'OMPI a été représenté à la réunion inter-organisations qui s'est tenue à Genève les 15 et 16 février 1979, puis du 30 avril au 1er mai 1979, concernant l'application de la résolution 33/147 de l'Assemblée générale relative à l'identification des besoins économiques et sociaux propres au peuple palestinien.

101. Suite à des discussions qui ont eu lieu entre le Bureau international et l'Observateur permanent de l'OLP, une bourse pour l'étude des questions relatives au droit d'auteur a été accordée, dans le cadre du programme de formation de l'OMPI de 1979, à un membre du Centre de recherche sur la Palestine situé à Beyrouth.

102. En ce qui concerne le programme de bourses de 1980, l'Observateur permanent de l'OLP à Genève a été invité à présenter la candidature de personnes désireuses d'étudier les questions concernant le droit d'auteur et la propriété industrielle.

103. Le Directeur général de l'OMPI a été représenté à la réunion qui s'est tenue à Genève le 29 novembre 1979 pour célébrer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

104. Le Bureau international de l'OMPI a fait savoir qu'il restait à la disposition de l'Observateur permanent de l'OLP pour tous entretiens complémentaires concernant l'établissement et la réalisation de projets concrets, afin d'améliorer la condition sociale et économique du peuple palestinien et qu'il envisage avec plaisir de continuer à coopérer avec l'OLP.

105. Le Bureau international de l'OMPI a tenu le secrétariat de la Commission économique pour l'Asie occidentale au courant de son activité en faveur du peuple palestinien et il a accueilli favorablement toutes les suggestions concernant la coordination des efforts, mentionnée au paragraphe premier du dispositif de la résolution 2100 (LXIII) du Conseil.

/...

XXI. FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

106. En ce qui concerne l'assistance au peuple palestinien, le représentant du Fonds international de développement agricole (FIDA) a assisté à deux réunions interorganisations organisées à Genève les 15 et 16 février 1979 et du 30 avril au 2 mai 1979, comme suite à la résolution 33/147 de l'Assemblée générale. Aux termes de l'Accord portant création du FIDA, le mandat de ce dernier est limité au financement du développement agricole de ses Etats membres en développement. Par conséquent, le FIDA a suivi les débats de ces réunions avec intérêt et attention.

-----